



Assemblée générale

Distr. générale
28 avril 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019**

Titre XII Sûreté et sécurité

Chapitre 34 Sûreté et sécurité

[Programme 28 (plan-programme biennal pour la période 2018-2019)]***

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	2
Orientation générale	2
Vue d'ensemble des ressources	3
Autres éléments d'information.	14
A. Direction exécutive et administration	14
B. Programme de travail	17
Sous-programme 1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	18
Sous-programme 2. Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain.	22
Sous-programme 3. Appui aux bureaux extérieurs.	26
C. Appui au programme	30
Annexes****	
I. Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2018-2019	32
II. Produits de l'exercice 2016-2017 non reconduits en 2018-2019	33

* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 mai 2017).

** Une version condensée du budget-programme approuvé paraîtra sous la cote A/72/6/Add.1.

*** A/71/6/Rev.1.

**** L'annexe énumérant les mesures prises pour donner suite aux recommandations des organes de contrôle est sans objet et ne figure donc pas dans le présent chapitre.



Vue d'ensemble

Tableau 34.1 **Ressources financières (budget ordinaire)**

(En dollars des États-Unis)

Montant des crédits ouverts pour 2016-2017	238 283 400
Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables, effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur et ajustements relatifs à la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU)	(4 246 600)
Transferts à l'intérieur d'un même chapitre ou entre chapitres	(2 099 900)
Autres variations	(2 077 700)
Variation totale	(8 424 200)
Montant proposé par le Secrétaire général pour 2018-2019^a	229 859 200

^a Aux taux révisés de 2016-2017.

	Nombre	Classe
<i>Budget ordinaire</i>		
Postes approuvés pour l'exercice biennal 2016-2017	1 054	1 SGA, 1 SSG, 1 D-2, 4 D-1, 7 P-5, 19 P-4, 17 P-3, 7 P-2/1, 8 G(1 ^{re} C), 167 G(AC), 307 ASS et 515 AL
Suppressions	(6)	1 P-4, 1 P-3, 1 G(AC) et 3 AL à la composante Direction exécutive et administration et au sous-programme 3
Transferts	(7)	1 P-5, 2 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 2 G(AC) transférés du sous-programme 3 au chapitre 29E (Bureau de l'informatique et des communications) – 1 P-4 transféré de la composante Direction exécutive et administration au sous-programme 1, et 1 P-3 transféré du sous-programme 1 à la composante Direction exécutive et administration
Postes proposés pour l'exercice biennal 2018-2019	1 041	1 SGA, 1 SSG, 1 D-2, 4 D-1, 6 P-5, 16 P-4, 15 P-3, 6 P-2/1, 8 G(1 ^{re} C), 164 G(AC), 307 ASS et 512 AL

Orientation générale

- 34.1 L'exécution du programme de travail décrit dans le présent chapitre incombe au Département de la sûreté et de la sécurité. Les activités prévues sont exposées au programme 28 (Sûreté et sécurité) du plan-programme biennal pour la période 2018-2019.
- 34.2 Le programme a pour but d'assurer la direction, l'appui opérationnel et le contrôle du système de gestion de la sécurité des Nations Unies créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 59/276 et des résolutions ultérieures.
- 34.3 Les objectifs généraux de ce programme sont les suivants : a) assurer le bon déroulement des activités des Nations Unies en prévoyant des mesures efficaces et rapides en cas de menace ou de situation d'urgence; b) limiter les risques grâce à un mécanisme concerté de gestion des risques de sécurité, notamment un système d'évaluation des risques et des menaces mis en œuvre en coopération avec les autorités des pays hôtes; c) continuer d'élaborer des politiques, normes et

Note : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et organigrammes : AL = agent local, ASS = agent du Service de sécurité, BO = budget ordinaire, G = agent des services généraux, G(AC) = agent des services généraux (Autres classes), G(1^{re}C) = agent des services généraux (1^{re} classe), RxB = ressources extrabudgétaires, SGA = Secrétaire général adjoint, SSG = Sous-Secrétaire général.

procédures de sécurité opérationnelles, qui incorporent les pratiques de référence et s'appliquent à tout le système des Nations Unies, en faisant dans la mesure du possible un effort d'harmonisation, en facilitant l'application et s'assurer qu'elles sont respectées.

- 34.4 Considérant qu'il faut nécessairement mettre en commun les idées, les données d'expérience et les solutions possibles et partager les coûts pour atténuer la vulnérabilité du système et tirer le meilleur parti des ressources, le Département de la sûreté et de la sécurité s'acquittera de sa mission en adoptant un mode de fonctionnement intégré et interdépendant, c'est-à-dire en collaborant étroitement avec tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, sous l'égide du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité.
- 34.5 Les activités du Département seront exécutées dans le cadre de trois sous-programmes : coordination de la sécurité et de la sûreté, coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain et appui aux bureaux extérieurs. Le passage à trois sous-programmes au lieu de deux, qui a été approuvé par le Comité du programme et de la coordination et par l'Assemblée générale dans sa résolution 71/6, vise à mieux refléter les stratégies et les objectifs du Département ainsi que les programmes et services qu'il exécute. Pendant l'exercice 2018-2019, le Département continuera de renforcer la coordination du système de gestion de la sécurité des Nations Unies; de veiller à ce que soient régulièrement formulées et appliquées des politiques et procédures en vue d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies et des personnes à leur charge, des visiteurs, des représentants, des locaux et des biens; de compiler, d'harmoniser et d'adopter des politiques, normes et procédures opérationnelles communes. Il continuera également de défendre l'idée que le système des Nations Unies doit évaluer de manière systématique l'importance relative de ses programmes, en particulier dans les environnements à haut risque, afin de renforcer la méthode de gestion des risques de sécurité appliquée dans le cadre du système de gestion de la sécurité. Il renforcera encore la qualité de ses moyens d'évaluation de la sécurité et favorisera la collaboration. Le Département continuera de coordonner les activités du réseau de gestion de la sécurité et de la sûreté du système des Nations Unies. Il continuera d'étudier les mesures prises en vue de renforcer les moyens humains et financiers dont il dispose pour faciliter des interventions rapides en cas d'atteinte à la sécurité ou de situation d'urgence et pour améliorer la gestion des situations de crise dans le cadre du réseau de gestion de la sécurité et de la sûreté du système des Nations Unies.

Vue d'ensemble des ressources

- 34.6 Les ressources demandées au titre du présent chapitre pour l'exercice biennal 2018-2019 s'élèvent à 229 859 200 dollars, avant actualisation des coûts, soit une diminution nette de 8 424 200 dollars (3,5 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2016-2017. La variation des ressources demandées découle des trois facteurs suivants : a) des ajustements techniques se rapportant à la non-reconduction de dépenses non renouvelables et des réductions liées à la suppression échelonnée de postes, ainsi que des ajustements concernant la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU conformément aux arrangements de participation aux dépenses; b) de transferts à l'intérieur d'un même chapitre ou entre chapitres; c) d'autres variations. Le montant demandé permet de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.
- 34.7 On trouvera un récapitulatif de la répartition des ressources dans les tableaux 34.3 et 34.4.

Tableau 34.3 Ressources financières par composante

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire^a

	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (crédits ouverts)	Variation					Total	Pourcen- tage	Total avant actualisa- tion des coûts	Actualisa- tion des coûts	2018-2019 (montant prévu)
			Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et chapitre ou mandats élargis	Transferts à l'intérieur d'un même chapitre ou entre chapitres	Autres variations						
A. Direction exécutive et administration	6 445,4	6 804,9	-	-	(59,0)	(351,8)	(410,8)	(6,0)	6 394,1	183,2	6 577,3	
B. Programme de travail												
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	184 005,9	165 349,8	(779,3)	-	59,0	(490,6)	(1 210,9)	(0,7)	164 138,9	5 868,7	170 007,6	
2. Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain	46 989,2	52 414,5	(3 252,5)	-	-	-	(3 252,5)	(6,2)	49 162,0	1 946,8	51 108,8	
3. Appui aux bureaux extérieurs	5 685,9	5 881,9	(214,8)	-	(2 099,9)	(382,5)	(2 697,2)	(45,9)	3 184,7	108,9	3 293,6	
Total partiel	236 681,0	223 646,2	(4 246,6)	-	(2 040,9)	(873,1)	(7 160,6)	(3,2)	216 485,6	7 924,4	224 410,0	
C. Appui au programme	7 824,4	7 832,3	-	-	-	(852,8)	(852,8)	(10,9)	6 979,5	209,5	7 189,0	
Total partiel, 1	250 950,8	238 283,4	(4 246,6)	-	(2 099,9)	(2 077,7)	(8 424,2)	(3,5)	229 859,2	8 317,1	238 176,3	

2) Quotes-parts hors budget ordinaire^b

Composante	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (montant estimatif)	2018-2019 (montant prévu)
B. Programme de travail			
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	1 408,5	1 582,2	1 593,5
2. Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain	5 633,9	6 243,9	6 288,7
Total partiel, 2	7 042,4	7 826,1	7 882,2

3) Ressources extrabudgétaires^c

Composante	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (montant estimatif)	2018-2019 (montant prévu)
B. Programme de travail			
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	13 897,4	20 753,0	22 006,1
2. Appui aux bureaux extérieurs	536,0	78,4	–
Total partiel, 3	14 433,4	20 831,4	22 006,1
Total	272 426,6	266 940,9	268 064,6

^a Y compris la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU conformément aux arrangements régissant le partage des dépenses, d'un montant effectif de 56 516 100 dollars pour l'exercice biennal 2014-2015, d'un montant estimatif de 62 126 100 dollars pour l'exercice 2016-2017 et d'un montant prévu de 58 626 600 dollars pour l'exercice 2018-2019.

^b Provenant exclusivement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

^c Provenant des recettes perçues au titre de l'appui au programme et correspondant au remboursement des dépenses engagées pour les services d'appui aux structures administratives financées au moyen de ressources extrabudgétaires.

Tableau 34.4 Postes^a

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires						Total		
			Budget ordinaire		Quotes-parts hors budget ordinaire ^b		Ressources extrabudgétaires ^c				
	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur											
SGA	1	1	–	–	–	–	–	–	–	1	1
SSG	1	1	–	–	–	–	–	–	–	1	1
D-2	1	1	–	–	–	–	–	–	–	1	1
D-1	4	4	–	–	–	–	–	–	–	4	4
P-5	7	6	–	–	1	1	–	–	–	8	7
P-4/3	36	31	–	–	11	11	–	–	–	47	42
P-2/1	7	6	–	–	1	1	–	–	–	8	7
Total partiel	57	50	–	–	13	13	–	–	–	70	63
Agents des services généraux											
1 ^{re} classe	8	8	–	–	–	–	–	–	–	8	8
Autres classes	167	164	–	–	2	2	43	43	–	212	209
Total partiel	175	172	–	–	2	2	43	43	–	220	217

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires						Total	
			Budget ordinaire		Quotes-parts hors budget ordinaire ^b		Ressources extrabudgétaires ^c			
	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019
Catégories diverses										
Agents de sécurité	307	307	–	–	3	3	9	9	319	319
Agents locaux	515	512	–	–	–	–	3	6	518	518
Total partiel	822	819	–	–	3	3	12	15	837	837
Total	1 054	1 041	–	–	18	18	55	58	1 127	1 117

^a Non compris les postes relevant des activités cofinancées, qui figurent dans le tableau 34.11.

^b Provenant exclusivement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

^c Provenant des recettes perçues au titre de l'appui au programme et correspondant au remboursement des dépenses engagées pour les services d'appui aux structures administratives financées au moyen de ressources extrabudgétaires.

Ajustements techniques

- 34.8 Les réductions, chiffrées à 4 246 600 dollars, résultent de l'effet net de l'élimination de dépenses non renouvelables liées : a) aux services prêtés pour assurer la protection rapprochée du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en 2016-2017; b) à la suppression échelonnée de postes en 2016-2017 aux sous-programmes 1 et 3 et à l'appui au programme; c) aux ajustements concernant la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU conformément aux accords de partage des coûts.

Transferts à l'intérieur d'un même chapitre ou entre chapitres

- 34.9 La diminution, qui se chiffre à 2 099 900 dollars, découle de la proposition de transférer des ressources au Chapitre 29E (Bureau de l'informatique et des communications) pour financer la mise en œuvre de la stratégie Informatique et communications que l'Assemblée générale a approuvée dans ses résolutions 69/262, 70/248 A et 71/272 B.
- 34.10 Il est proposé de transférer des ressources entre la composante Direction exécutive et administration et le programme de travail, au titre du sous-programme 1 (Coordination de la sécurité et de la sûreté), l'objet étant d'accentuer l'appui apporté aux lieux d'affectation hors Siège en matière de sécurité physique et de consolider les priorités du plan directeur.

Autres variations

- 34.11 La réduction demandée, qui se chiffre à 2 077 700 dollars, est imputable aux gains d'efficacité que le Département entend réaliser au cours de l'exercice 2018-2019. Elle découle de ce que le Département fait pour appliquer aux opérations courantes les gains d'efficacité attendus du système Umoja qui ont été présentés dans le huitième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré (A/71/390). Ces gains d'efficacité reposent sur l'expérience du système acquise par l'Organisation, les changements attendus, y compris la mise en service de nouvelles fonctionnalités, l'examen d'ensemble des processus de bout en bout, la mise hors service des anciens systèmes et l'amélioration des fonctions relatives aux processus métier et à la planification. Ils sont exprimés, entre autres mesures, sous forme de valeur en dollars d'un équivalent plein temps, dans les cas où c'est possible. On trouvera de plus amples informations

à ce sujet dans l'avant-propos et l'introduction du projet de budget-programme pour l'exercice 2018-2019.

- 34.12 Cette réduction, qui concerne des dépenses liées aux postes et d'autres objets de dépense, se répartit comme suit : direction exécutive et administration (351 800 dollars), programme de travail, en particulier les sous-programmes 1 et 3, (873 100 dollars) et appui au programme (852 800 dollars).

Quotes-parts hors budget ordinaire et ressources extrabudgétaires

- 34.13 Pour l'exercice biennal 2018-2019, les ressources inscrites au budget ordinaire et celles au titre des activités cofinancées seront complétées par des quotes-parts hors budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires en espèces (29 888 300 dollars), comme suit : a) remboursements au titre des services de sûreté et de sécurité assurés pour le compte des fonds et programmes (22 006 100 dollars), y compris le financement de 58 postes; b) compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (7 882 200 dollars), notamment pour le maintien de 18 postes. L'augmentation des prévisions de dépenses s'explique principalement par le plus grand nombre de services de sécurité qu'il est prévu d'assurer pour le compte des fonds et programmes en 2018-2019.

Activités cofinancées

- 34.14 Le Département étant chargé d'assurer, d'une part, la sûreté et la sécurité du personnel, des représentants, des visiteurs et des locaux dans les principaux lieux d'affectation et, d'autre part, la sûreté et la sécurité des opérations des Nations Unies sur le terrain, ses activités sont financées à la fois par le budget ordinaire et par le remboursement, par les organismes participants, des dépenses engagées dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies.
- 34.15 Comme précisé ci-après, les fonctions et les activités du Département qui sont imputées aux activités cofinancées relèvent :
- a) Du sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain);
 - b) Du sous-programme 3 (Appui aux bureaux extérieurs), y compris la Section de la formation et du perfectionnement et le Groupe de gestion du stress traumatique mais à l'exclusion de la Section de l'information relative à la gestion des crises, dont les activités sont financées au moyen du budget ordinaire.
- 34.16 À ce titre, le Département prête à l'ensemble des organismes des Nations Unies, des services ayant trait aux principes directeurs, au contrôle, aux pratiques exemplaires, à la formation et au conseil. Ces services ne couvrent pas nécessairement certains aspects de la sécurité physique et de la sécurité des opérations, de sorte que les organismes, fonds et programmes doivent disposer d'un budget propre en matière de sécurité.
- 34.17 En ce qui concerne l'enveloppe budgétaire du système de gestion de la sécurité, financée au titre d'arrangements de partage des dépenses, les charges sont réparties entre les organisations participantes en proportion de la part de chacun dans les effectifs sur le terrain. L'Assemblée générale, dans sa résolution 56/255, s'est félicitée des arrangements interinstitutions relatifs à la participation aux coûts. En application de la recommandation qu'elle a formulée dans sa résolution 61/263 concernant un arrangement viable de participation aux dépenses, le Comité de haut niveau sur la gestion est convenu que le montant affecté aux dépenses de sécurité sur le terrain serait fonction du pourcentage réel de personnel, selon les données fournies par le Conseil des chefs de secrétariat. Par la suite, le Secrétaire général a présenté brièvement les nouveaux arrangements et indiqué la part de chaque organisme dans le financement des dépenses afférentes au système (voir A/62/641). La part du Secrétariat s'élève à 22,4 % pour l'exercice biennal 2018-2019, compte tenu

des effectifs hors siège, que le recensement entrepris par le Secrétariat et le Conseil des chefs de secrétariat a permis de dénombrer au 31 décembre 2015.

- 34.18 Outre le cofinancement des activités sur le terrain dont il est question ci-dessus, des arrangements conclus localement régissent la prestation de services de sûreté et de sécurité à l'Office des Nations Unies à Vienne, qui reposent sur une répartition convenue par les quatre organisations sises au Centre international de Vienne.
- 34.19 Le montant global des ressources budgétaires nécessaires pour les activités cofinancées du Département de la sûreté et de la sécurité s'élève à 264 421 500 dollars avant actualisation des coûts. On en trouvera le détail dans le paragraphe ci-dessous traitant du programme de travail, ainsi qu'un aperçu récapitulatif dans le tableau 34.5.
- 34.203 On trouvera ci-dessous les ressources nécessaires pour l'ensemble des activités (total consolidé) exécutées au titre de la prestation de services de sûreté et de sécurité dans tous les lieux d'affectation – au Siège, dans les bureaux hors Siège, dans les commissions régionales et partout sur le terrain – ainsi que de services de coordination et d'appui à l'ensemble des organismes participant au système de gestion de la sécurité. Pour l'exercice biennal 2018-2019, ce total consolidé devrait s'élever à 435 654 100 dollars avant évaluation des coûts, soit une diminution nette de 4 973 200 dollars (1,1 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2016-2017.

1. Ressources nécessaires pour l'ensemble des activités (total consolidé)

Tableau 34.5 **Ressources nécessaires, par composante et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Montant des ressources nécessaires pour l'ensemble des activités (budget ordinaire et activités cofinancées)*

	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (montant estimatif)	Variation		Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2018-2019 (montant prévu)
			Montant	Pourcentage			
A. Direction exécutive et administration	6 445,4	6 804,9	(410,8)	(6,0)	6 394,1	183,2	6 577,3
B. Programme de travail							
Activités relevant du budget ordinaire ^a	180 164,9	161 520,1	(3 661,1)	(2,3)	157 859,0	5 498,7	163 357,7
Activités cofinancées	259 644,7	264 470,0	(48,5)	–	264 421,5	10 928,8	275 350,3
C. Appui au programme							
Activités relevant du budget ordinaire	7 824,4	7 832,3	(852,8)	(10,9)	6 979,5	209,5	7 189,0
Total partiel	454 079,4	440 627,3	(4 973,2)	(1,1)	435 654,1	16 820,2	452 474,3

2) *Quotes-parts hors budget ordinaire*

	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (montant estimatif)	2018-2019 (montant prévu)
B. Programme de travail			
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	1 408,5	1 582,2	1 593,5
2. Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain	5 633,9	6 243,9	6 288,7
Total partiel	7 042,4	7 826,1	7 882,2

3) *Ressources extrabudgétaires*

	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (montant estimatif)	2018-2019 (montant prévu)
B. Programme de travail			
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	13 897,4	20 753,0	22 006,1
3. Appui aux bureaux extérieurs	536,0	78,4	–
Total partiel	14 433,4	20 831,4	22 006,1
Total	475 555,2	469 284,8	482 362,6

^a Non compris la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU conformément aux arrangements régissant le partage des dépenses, d'un montant effectif de 56 516 100 dollars pour l'exercice biennal 2014-2015, d'un montant estimatif de 62 126 100 dollars pour l'exercice 2016-2017 et d'un montant prévu de 58 626 600 dollars pour l'exercice 2018-2019.

Tableau 34.6 Postes financés au moyen des ressources prévues pour l'ensemble des activités^a

Catégorie	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires				Ressources extrabudgétaires ^c		Total	
	2016-2017	2018-2019	Budget ordinaire		Quotes-parts hors budget ordinaire ^b		2016-2017	2018-2019	2016-2017	2018-2019
			2016-2017	2018-2019	2016-2017	2018-2019				
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur										
SGA	1	1	–	–	–	–	–	–	1	1
SSG	1	1	–	–	–	–	–	–	1	1
D-2	2	2	–	–	–	–	–	–	2	2
D-1	13	13	–	–	–	–	–	–	13	13

Catégorie	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires							
			Budget ordinaire		Quotes-parts hors budget ordinaire ^b		Ressources extrabudgétaires ^c		Total	
	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019
P-5	35	34	–	–	1	1	–	–	36	35
P-4/3	348	343	–	–	11	11	–	–	359	354
P-2/1	21	20	–	–	1	1	–	–	22	21
Total partiel	421	414	–	–	13	13	–	–	434	427
Agents des services généraux										
1 ^{re} classe	12	12	–	–	–	–	–	–	12	12
Autres classes	193	190	–	–	2	2	43	43	238	235
Total partiel	205	202	–	–	2	2	43	43	250	247
Catégories diverses										
Agents de sécurité	460	460	–	–	3	3	9	9	472	472
Agents locaux	925	922	–	–	–	–	3	6	928	928
Total partiel	1 385	1 382	–	–	3	3	12	15	1 400	1 400
Total	2 011	1 998	–	–	18	18	55	58	2 084	2 074

^a Les postes du Département de la sûreté et de la sécurité financés au moyen des ressources prévues pour l'ensemble des activités relevant des arrangements régissant le partage des dépenses sont au nombre de 957 pour 2016-2017 et pour 2018-2019.

^b Provenant exclusivement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

^c Provenant des recettes perçues au titre de l'appui au programme et correspondant au remboursement des dépenses engagées pour les services d'appui aux structures administratives financées au moyen de ressources extrabudgétaires.

2. Ressources nécessaires pour le Secrétariat

Tableau 34.7 Ressources nécessaires, par composante et par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire^a

	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (montant estimatif)	Variation		Total avant actualisa- tion des coûts	Actualisa- tion des coûts	2018-2019 (montant prévu)
			Montant	Pourcentage			
A. Direction exécutive et administration	6 445,4	6 804,9	(410,8)	(6,0)	6 394,1	183,2	6 577,3
B. Programme de travail							
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	184 005,9	165 349,8	(1 210,9)	(0,7)	164 138,9	5 868,7	170 007,6
2. Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain	46 989,2	52 414,5	(3 252,5)	(6,2)	49 162,0	1 946,8	51 108,8

	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (montant estimatif)	Variation		Total avant actualisa- tion des coûts	Actualisa- tion des coûts	2018-2019 (montant prévu)
			Montant	Pourcentage			
3. Appui aux bureaux extérieurs	5 685,9	5 881,9	(2 697,2)	(45,9)	3 184,7	108,9	3 293,6
C. Appui au programme	7 824,4	7 832,3	(852,8)	(10,9)	6 979,5	209,5	7 189,0
Total partiel	250 950,8	238 283,4	(8 424,2)	(3,5)	229 859,2	8 317,1	238 176,3

2) *Quotes-parts hors budget ordinaire*

Source de financement	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (montant estimatif)	2018-2019 (montant prévu)
Opérations de maintien de la paix :			
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	7 042,4	7 826,1	7 882,2
Total partiel	7 042,4	7 826,1	7 882,2

3) *Ressources extrabudgétaires*

Source de financement	2014-2015 (dépenses effectives)	2016-2017 (montant estimatif)	2018-2019 (montant prévu)
a) Activités de fond :			
Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité des fonctionnaires du système des Nations Unies	536,0	78,4	—
b) Services d'appui aux :			
Structures administratives financées par des ressources extrabudgétaires	13 897,4	20 753,0	22 006,1
Total partiel	14 433,4	20 831,4	22 006,1
Total	272 426,6	266 940,9	268 064,6

^a Y compris la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU conformément aux arrangements régissant le partage des dépenses, d'un montant effectif de 56 516 100 dollars pour l'exercice biennal 2014-2015, d'un montant estimatif de 62 126 100 dollars pour l'exercice 2016-2017 et d'un montant prévu de 58 626 600 dollars pour l'exercice 2018-2019.

Tableau 34.8 Postes (Secrétariat)^a

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires						Total	
			Budget ordinaire		Quotes-parts hors budget ordinaire ^b		Ressources extrabudgétaires ^c			
	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019	2016- 2017	2018- 2019
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur										
SGA	1	1	–	–	–	–	–	–	1	1
SSG	1	1	–	–	–	–	–	–	1	1
D-2	1	1	–	–	–	–	–	–	1	1
D-1	4	4	–	–	–	–	–	–	4	4
P-5	7	6	–	–	1	1	–	–	8	7
P-4/3	36	31	–	–	11	11	–	–	47	42
P-2/1	7	6	–	–	1	1	–	–	8	7
Total partiel	57	50	–	–	13	13	–	–	70	63
Agents des services généraux										
1 ^{re} classe	8	8	–	–	–	–	–	–	8	8
Autres classes	167	164	–	–	2	2	43	43	212	209
Total partiel	175	172	–	–	2	2	43	43	220	217
Catégories diverses										
Agents de sécurité	307	307	–	–	3	3	9	9	319	319
Agents locaux	515	512	–	–	–	–	3	6	518	518
Total partiel	822	819	–	–	3	3	12	15	837	837
Total	1 054	1 041	–	–	18	18	55	58	1 127	1 117

^a Non compris les postes relevant des activités cofinancées, qui figurent dans le tableau 34.11.

^b Provenant exclusivement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

^c Provenant des recettes perçues au titre de l'appui au programme et correspondant au remboursement des dépenses engagées pour les services d'appui aux structures administratives financées au moyen de ressources extrabudgétaires

Tableau 34.9 Répartition des ressources par composante, en pourcentage (Secrétariat)

Composante	Budget ordinaire	Quotes-parts hors budget ordinaire	Ressources extrabudgétaires
A. Direction exécutive et administration	2,8	–	–
B. Programme de travail			
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	71,4	20,2	100,0
2. Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain	21,4	79,8	–
3. Appui aux bureaux extérieurs	1,4	–	–
Total partiel	94,2	100,0	100,0

<i>Composante</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Quotes-parts hors budget ordinaire</i>	<i>Ressources extrabudgétaires</i>
C. Appui au programme	3,0	–	–
Total	100,0	100,0	100,0

3. Activités cofinancées

Tableau 34.10 **Ressources nécessaires, par composante et par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Montant global des ressources budgétaires (activités cofinancées)

	<i>2014-2015 (dépenses effectives)</i>	<i>2016-2017 (montant estimatif)</i>	<i>Variation</i>		<i>Total avant actualisation des coûts</i>	<i>Actualisation des coûts</i>	<i>2018-2019 (montant prévu)</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>			
A. Programme de travail							
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	29 617,4	27 906,6	–	–	27 906,6	1 542,6	29 449,2
2. Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain	217 644,8	222 609,6	(48,5)	–	222 561,1	8 812,5	231 373,6
3. Appui aux bureaux extérieurs	12 382,5	13 953,8	–	–	13 953,8	573,7	14 527,5
Total	259 644,7	264 470,0	(48,5)	–	264 421,5	10 928,8	275 350,3

Tableau 34.11 **Postes (activités cofinancées)**

	<i>Postes permanents cofinancés</i>		<i>Postes temporaires</i>						<i>Total</i>	
			<i>Cofinancés</i>		<i>Quotes-parts hors budget ordinaire^a</i>		<i>Ressources extrabudgétaires</i>			
	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur										
D-2	1	1	–	–	–	–	–	–	1	1
D-1	9	9	–	–	–	–	–	–	9	9
P-5	28	28	–	–	–	–	–	–	28	28
P-4/3	312	312	–	–	–	–	–	–	312	312
P-2/1	14	14	–	–	–	–	–	–	14	14
Total partiel	364	364	–	–	–	–	–	–	364	364

	<i>Postes temporaires</i>									
	<i>Postes permanents cofinancés</i>		<i>Cofinancés</i>		<i>Quotes-parts hors budget ordinaire^a</i>		<i>Ressources extrabudgétaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>2016- 2017</i>	<i>2018- 2019</i>	<i>2016- 2017</i>	<i>2018- 2019</i>	<i>2016- 2017</i>	<i>2018- 2019</i>	<i>2016- 2017</i>	<i>2018- 2019</i>	<i>2016- 2017</i>	<i>2018- 2019</i>
Agents des services généraux										
1 ^{re} classe	4	4	–	–	–	–	–	–	4	4
Autres classes	26	26	–	–	–	–	–	–	26	26
Total partiel	30	30	–	–	–	–	–	–	30	30
Catégories diverses										
Agents de sécurité	153	153	–	–	–	–	–	–	153	153
Agents locaux	410	410	–	–	–	–	–	–	410	410
Total partiel	563	563	–	–	–	–	–	–	563	563
Total	957	957	–	–	–	–	–	–	957	957

^a Provenant exclusivement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

Autres éléments d'information

- 34.21 Le montant prévu en application de la résolution 58/269 de l'Assemblée générale (1 451 600 dollars), dans la limite des effectifs disponibles dans la classe des administrateurs et agents des services généraux, pour les activités de suivi et d'évaluation au cours de l'exercice biennal 2018-2019, sera inscrit au budget ordinaire au titre de la composante Direction exécutive et administration. Il permettra de financer cinq postes [2 P-4, 2 P-3 et 1 G(AC)] au Groupe de la mise aux normes, de l'évaluation et du suivi.

A. Direction exécutive et administration

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 6 394 100 dollars

- 34.22 Le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité est responsable, avec son équipe de collaborateurs directs, de l'administration et de la direction du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Compte tenu de l'ampleur des responsabilités qui lui incombent concernant l'ensemble des organismes des Nations Unies et des nombreux contacts qu'il doit entretenir, mais aussi de l'importance des effectifs et du mandat du Département, comme de l'obligation d'assurer la continuité des opérations en son absence, notamment lorsqu'il est en congé, il est secondé par un sous-secrétaire général, dont les principales responsabilités sont d'assurer le fonctionnement interne du Département et son administration courante.
- 34.23 Pour gérer le Département, le Secrétaire général adjoint est assisté actuellement du Service des politiques et de la mise aux normes. Celui-ci est chargé d'élaborer et de promulguer les principes directeurs et les normes communes qui s'appliquent à tous les éléments du système de gestion de la sécurité et de prêter conseil à ce sujet, de rédiger et de tenir à jour le Manuel des politiques de sécurité et le Manuel des opérations de gestion de la sécurité au titre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, d'établir des rapports à l'intention des organes délibérants et d'assurer le secrétariat du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité. Enfin, il

détermine la marche à suivre en faisant fond sur les enseignements tirés de l'expérience et sur les pratiques exemplaires.

Tableau 34.12 Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Veiller à l'application intégrale des décisions des organes délibérants et au respect des politiques et procédures de l'Organisation relatives à la gestion des ressources humaines et financières; assurer la promulgation des principes et procédures ayant trait à la sécurité et à la sûreté du personnel, des locaux et des biens dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, et en consolider l'application

Réalizations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats			
			2018-2019	2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Amélioration de la gestion des ressources humaines, compte tenu des besoins de l'Organisation et du personnel, pour que l'Organisation puisse s'acquitter des tâches prescrites par les États Membres	Augmentation du pourcentage de procédures, normes opérationnelles et principes communs élaborés ou révisés et régulièrement mis à jour	Objectif	100	100	100	100
		Estimation		100	100	90
		Résultats effectifs			100	95
b) Gestion efficace du programme de travail	i) Amélioration du taux de satisfaction des organisations participant au système de gestion de la sécurité des Nations Unies concernant l'utilité des conclusions formulées et les conditions d'application des recommandations énoncées	Objectif	100	100		
		Estimation		100		
		Résultats effectifs				
	ii) Pourcentage de rapports de fond présentant les conclusions et les recommandations d'évaluations publiés et diffusés dans les délais prescrits	Objectif	100	100		
		Estimation		100		
		Résultats effectifs				
c) Respect des délais de soumission des documents dont les organes intergouvernementaux ont besoin pour leurs réunions	Pourcentage de documents soumis dans les délais	Objectif	100			
		Estimation				
		Résultats effectifs				
d) Réalisation d'économies sur les frais de voyage	Augmentation du pourcentage de billets d'avion achetés deux semaines au moins avant la date de départ	Objectif	100			
		Estimation				
		Résultats effectifs				

Produits

34.24 Les produits de l'exercice biennal 2018-2019 seront les suivants :

Tableau 34.13 Produits par catégories

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants (budget ordinaire)	
<i>Assemblée générale</i>	
Services fonctionnels pour les réunions	
1. Séances de la Cinquième Commission	2
2. Consultations de la Cinquième Commission	8
Documentation destinée aux organes délibérants	
3. Rapport du Secrétaire général sur la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et la protection du personnel des Nations Unies	2
Autres activités de fond (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires)	
Activités ou documentation techniques	
4. Actualisation des principes, procédures et directives appliqués dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies	250
5. Évaluations thématiques et évaluations de programmes ou de la formation en matière de sécurité	6
6. Études de cas sur les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales en matière de sûreté et de sécurité	4
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations (budget ordinaire)	
Services fonctionnels pour les réunions interorganisations	
<i>Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination</i>	
7. Réunions des groupes de travail du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité	12
8. Réunions du groupe directeur du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité	4
Services d'appui administratif (budget ordinaire)	
Gestion globale	
9. Séances d'information sur les principes, procédures et directives appliqués en matière de sécurité dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, à l'intention de responsables de la sécurité et de représentants	25
10. Prestation d'un appui au Département des opérations de maintien de la paix et au Département des affaires politiques ayant trait aux principes, procédures et directives appliqués dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies	6
11. Séances d'information sur les principes, procédures et directives appliqués dans le cadre du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, à l'intention des décideurs et spécialistes de la question ainsi que, au besoin, du personnel sur le terrain	50
12. Ateliers organisés à l'appui de l'évaluation des programmes relatifs à la sécurité, à l'intention des conseillers en chef pour la sécurité et des conseillers pour les questions de sécurité	2
13. Contribution à la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans tous les domaines d'activité du Département	1

34.25 La répartition des ressources prévues pour la direction exécutive et l'administration est indiquée dans le tableau 34.14 ci-après.

Tableau 34.14 Ressources nécessaires : direction exécutive et administration

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2016-2017	2018-2019 (avant actualisation des coûts)	2016-2017	2018-2019
Budget ordinaire				
Postes	5 891,1	5 480,3	19	18
Autres objets de dépense	913,8	913,8	–	–
Total	6 804,9	6 394,1	19	18

- 34.26 Le montant demandé au budget ordinaire (6 394 100 dollars), qui fait apparaître une diminution nette de 410 800 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 2016-2017, permettra de reconduire 18 postes [1 SGA, 1 SSG, 1 D-1, 1 P-5, 2 P-4, 5 P-3, 1 P-2, 1 G (1eC) et 5 G(AC)] et de financer d'autres objets de dépenses nécessaires à l'exécution des activités prescrites. Cette diminution découle des gains d'efficacité que le Département entend réaliser en 2018-2019 : suppression d'un poste P-4 (administrateur responsable de la coordination des mesures de sécurité), et transfert d'un poste P-4 (administrateur responsable de la coordination des mesures de sécurité) au sous-programme 1, compensé par le transfert d'un poste P-3 (administrateur responsable de la coordination des mesures de sécurité) du sous-programme 1.
- 34.27 Les ressources demandées au titre des objets de dépense autres que les postes (913 800 dollars) permettront de financer des dépenses aux rubriques suivantes : Services de consultants, Voyages, Frais généraux de fonctionnement, et Fournitures et accessoires.

B. Programme de travail

- 34.28 La répartition par sous-programme des ressources prévues pour les activités relevant du budget ordinaire et pour les activités cofinancées (montant global) est indiquée dans le tableau 34.15.

1. Ressources nécessaires pour les activités financées principalement au moyen du budget ordinaire

Tableau 34.15 Ressources nécessaires, par sous-programme^a

	Ressources (milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2016-2017	2018-2019 (avant actualisation des coûts)	2016-2017	2018-2019
A. Programme de travail				
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	165 349,8	164 138,9	1 012	1 008
2. Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain	52 414,5	49 162,0	–	–
3. Appui aux bureaux extérieurs	5 881,9	3 184,7	8	
Total partiel	223 646,2	216 485,6	1 020	1 008

	Ressources (milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2016-2017	2018-2019 (avant actualisation des coûts)	2016-2017	2018-2019
B. Quotes-parts hors budget ordinaire	7 826,1	7 882,2	18	18
C. Ressources extrabudgétaires	20 831,4	22 006,1	55	58
Total	252 303,7	246 373,9	1 093	1 084

^a Y compris la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU conformément aux arrangements régissant le partage des dépenses, d'un montant estimatif de 62 126 100 dollars pour l'exercice biennal 2016-2017 et d'un montant prévu de 58 626 600 dollars pour l'exercice 2018-2019.

2. Montant global des ressources budgétaires nécessaires pour les activités cofinancées

Tableau 34.16 Ressources nécessaires, par sous-programme

	Ressources (milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2016-2017	2018-2019 (avant actualisation des coûts)	2016-2017	2018-2019
A. Programme de travail				
1. Coordination de la sécurité et de la sûreté	27 906,6	27 906,6	158	158
2. Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain	222 609,6	222 561,1	766	766
3. Appui aux bureaux extérieurs	13 953,8	13 953,8	33	33
Total	264 470,0	264 421,5	957	957

Sous-programme 1 Coordination de la sécurité et de la sûreté

Ressources nécessaires pour les activités cofinancées (montant global avant actualisation des coûts) : 27 906 600 dollars

Dont : a) Part inscrite au budget ordinaire : 6 334 800 dollars

b) Part inscrite au budget des autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies : 21 571 800 dollars

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) pour les activités financées principalement au moyen du budget ordinaire : 164 138 900 dollars

34.29 La responsabilité opérationnelle du sous-programme incombe à la Division des services de sûreté et de sécurité du Siège, en conjonction avec les services de sûreté et de sécurité des autres villes sièges et des commissions régionales. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie décrite au programme 28 du plan-programme biennal pour la période 2018-2019. La Division assure la direction stratégique et l'administration des services de sûreté et de sécurité des bureaux hors Siège et des commissions régionales. Elle donne des orientations générales et

opérationnelles et assure l'encadrement technique des services de sûreté et de sécurité, notamment en ce qui concerne la gestion des risques en la matière, la sécurité physique, le recrutement, la formation, et la supervision des projets liés à la sûreté et à la sécurité. Elle assure la coordination des services consultatifs à prêter aux autres départements de l'Organisation, aux fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies et à d'autres organisations et elle organise les consultations avec ceux-ci, pour tout ce qui touche à la sécurité des installations et aux services de sécurité et de sûreté. Par ailleurs, elle assure systématiquement et de manière concertée la protection des hauts responsables de l'Organisation, par l'intermédiaire du Groupe de coordination de la protection. Elle prête conseil quant à la planification et la mise en place de dispositifs de sécurité à l'occasion de manifestations spéciales organisées ou parrainées par les organisations participant au système de gestion de la sécurité dans des endroits et locaux extérieurs à leur siège, et elle coordonne ces opérations.

Tableau 34.17 Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Les membres du personnel, les représentants, les personnalités de passage et les autres visiteurs mènent leurs activités en toute sûreté et sécurité dans les locaux des villes sièges et des commissions régionales

Réalizations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats			
			2018-2019	2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Amélioration de la sûreté et de la sécurité physique dans les locaux des villes sièges et des commissions régionales	i) Amélioration en pourcentage du respect des normes minimales de sécurité opérationnelle pour les villes sièges	Objectif	98,5	98	97	100
		Estimation		98	97	96
		Résultats effectifs			97	98
	ii) Réduction du nombre d'intrusions dans les locaux de l'ONU	Objectif	20	10	–	–
		Estimation		30	18	–
		Résultats effectifs			10	19
b) Amélioration de la coordination de la protection rapprochée des hauts fonctionnaires de l'ONU	Augmentation du pourcentage de notifications de déplacements officiels qui sont évaluées et coordonnées	Objectif	95			
		Estimation				
		Résultats effectifs				
c) Amélioration de la planification et de la préparation aux situations d'urgence et de crise dans les locaux des villes sièges et des commissions régionales	Degré rigoureux d'observance, dans tous les lieux d'affectation, de la totalité des plans de crise, d'évacuation et d'urgence actualisés et mis à l'essai, comme prévu dans la phase administrative	Objectif	100	100	100	100
		Estimation		100	100	100
		Résultats effectifs			99	96

Facteurs externes

- 34.30 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) absence d'événement imprévu constituant un cas de force majeure; b) respect effectif par les représentants, les fonctionnaires et les visiteurs des règles de sécurité, de sûreté et de lutte anti-incendie.

Produits

34.31 Les produits de l'exercice 2018-2019 seront les suivants :

Tableau 34.18 Produits par catégories

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
Services d'appui administratif (budget ordinaire)	
Services de sûreté et de sécurité	
<i>Gestion des risques de sécurité</i>	
1. Analyses des risques de sécurité dans les locaux de l'ONU	80
2. Réunions de coordination avec les autorités chargées du maintien de l'ordre du pays hôte concernant les questions de sécurité	192
3. Exercices de simulation de situations d'urgence organisés par les services de sûreté et de sécurité	80
4. Tenue et mise à jour des plans de sécurité, d'évacuation et d'urgence, selon que de besoin	1
5. Analyses des risques que courent les hauts responsables de l'Organisation en matière de sécurité personnelle	72
<i>Services de sécurité</i>	
6. Contrôle des personnes aux points d'accès aux locaux de l'ONU	4 millions
7. Délivrance de cartes d'identité ONU permettant d'accéder aux locaux de l'ONU	100 000
8. Contrôle des véhicules aux points d'accès aux locaux de l'ONU	3,2 millions
9. Rondes de détection d'explosifs dans les locaux de l'ONU	8 000
10. Inspections destinées à éliminer les causes potentielles d'incendie et autres risques	8 000
11. Opérations de détection des atteintes à la sécurité et interventions connexes	16
<i>Services spécialisés</i>	
12. Suivi et coordination des déplacements des hauts responsables de l'Organisation	4 800
13. Protection rapprochée des hauts responsables de l'Organisation et des dignitaires	2 000
14. Patrouilles et opérations de contre-surveillance aux alentours des bureaux et locaux de l'ONU	4 000
15. Enquêtes sur les dommages causés à des biens appartenant au personnel ou à l'ONU	2 600
16. Analyses de la sécurité physique dans les locaux de l'ONU	24
17. Audits relatifs à la sécurité physique	3 200
18. Interventions en cas de crise	384
<i>Sécurité des manifestations spéciales, conférences et réunions de haut niveau</i>	
19. Services de sécurité assurés lors des manifestations organisées sur des sites et dans des lieux hors périmètre de l'ONU	340
20. Services de sécurité assurés lors des manifestations organisées dans les locaux de l'ONU	24 000
<i>Services de formation</i>	
21. Stages de formation et séances d'information portant sur les questions de sûreté et de sécurité, à l'intention des fonctionnaires autres que ceux des services de sécurité	32

34.32 La répartition des ressources du budget ordinaire consacrées aux activités prévues dans le cadre du sous-programme 1 est indiquée dans le tableau 34.19 ci-après.

Tableau 34.19 **Ressources nécessaires (budget ordinaire) : sous-programme 1 (Coordination de la sécurité et de la sûreté)**

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2016-2017	2018-2019 (avant actualisation des coûts)	2016-2017	2018-2019
A. Budget ordinaire ^a				
Postes	135 370,2	134 917,1	1 012	1 008
Autres objets de dépense	29 979,6	29 221,8	–	–
Total partiel	165 349,8	164 138,9	1 012	1 008
B. Quotes-parts hors budget ordinaire	1 582,2	1 593,5	5	5
C. Ressources extrabudgétaires	20 753,0	22 006,1	55	58
Total	187 685,0	187 738,5	1 072	1 071

^a Y compris la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU conformément aux arrangements régissant le partage des dépenses, d'un montant estimatif de 6 367 000 dollars pour l'exercice biennal 2016-2017 et d'un montant prévu de 6 334 800 dollars pour l'exercice 2018-2019.

- 34.33 Le montant demandé (164 138 900 dollars), qui fait apparaître une diminution nette de 1 210 900 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 2016-2017, permettra de reconduire 1 008 postes permanents [1 D-2, 2 D-1, 3 P-5, 11 P-4, 10 P-3, 4 P-2, 5 G(1°C), 153 G(AC), 307 ASS et 512 AL] et de financer d'autres objets de dépense nécessaires à l'exécution des activités prescrites. La réduction des dépenses au titre des postes s'explique par les gains d'efficacité que le Département entend réaliser en 2018-2019 : suppression d'un poste G(AC) (assistant d'équipe responsable de la coordination des mesures de sécurité) et de 3 postes AL (assistant administratif), et transfert d'un poste P-3 (administrateur responsable de la coordination des mesures de sécurité) à la composante Direction exécutive et administration, en partie compensé par le transfert au sous-programme d'un poste P-4 (administrateur responsable de la coordination des mesures de sécurité) de la composante Direction exécutive et administration, l'objet étant de consolider l'appui à apporter aux lieux d'affectation hors siège en matière de sécurité physique.
- 34.34 Le montant demandé au titre des objets de dépense autres que les postes (29 221 800 dollars), qui fait apparaître une diminution de 757 800 dollars, servira à financer, des dépenses aux rubriques Autres dépenses de personnel, Voyages, Services contractuels, Frais généraux de fonctionnement, Fournitures et accessoires, Mobilier et matériel, et Subventions et contributions au titre de la part des dépenses du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne à la charge du Secrétariat de l'ONU. La diminution prévue s'explique par les gains d'efficacité que le Département entend réaliser en 2018-2019, ainsi que par des ajustements se rapportant à la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat conformément aux arrangements relatifs au partage des dépenses. Pour l'exercice 2018-2019, cette part s'établit à 22,7 %.
- 34.35 Les ressources extrabudgétaires et celles provenant des quotes-parts hors budget ordinaire attendues pour l'exercice biennal 2018-2019, estimées à 23 599 600 dollars, font apparaître une augmentation de 1 264 400 dollars, qui s'explique essentiellement par le remboursement prévu des dépenses afférentes aux services de sécurité et de sûreté rendus à l'ONUG et à l'Office des Nations Unies à Nairobi. Ces ressources viendront compléter celles inscrites au budget ordinaire.
- 34.36 La répartition des ressources prévues pour les activités cofinancées inscrites au sous-programme 1 est indiquée dans le tableau 34.20 ci-après.

Tableau 34.20 **Ressources nécessaires (activités cofinancées) : Service de la sécurité et de la sûreté à Vienne (sous-programme 1)**

	<i>Ressources (milliers de dollars É.-U.)</i>		<i>Postes</i>	
	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019 (avant actualisation des coûts)</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>
Montant global des ressources budgétaires ^a				
Postes	24 777,7	24 777,7	158	158
Autres objets de dépense	3 128,9	3 128,9	–	–
Total	27 906,6	27 906,6	158	158

^a La part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU est d'un montant estimatif de 6 367 000 dollars pour l'exercice 2016-2017 et d'un montant prévu de 6 334 800 dollars pour l'exercice 2018-2019.

- 34.37 Le montant global des ressources budgétaires demandées pour les activités cofinancées (27 906 600 dollars) permettra de financer 158 postes [1 P-5, 1 P-4, 1 P-2/1, 2 G(1°C) et 153 ASS] et d'autres objets de dépense.
- 34.38 Le montant demandé au titre des objets de dépense autres que les postes (3 128 900 dollars) servira à financer des dépenses aux rubriques Autres dépenses de personnel, Voyages, Services contractuels, Frais généraux de fonctionnement et Fournitures et accessoires.

Sous-programme 2

Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain

Ressources nécessaires pour les activités cofinancées (montant global avant actualisation des coûts) : 222 561 100 dollars

- Dont :*
- a) Part inscrite au budget ordinaire : 49 162 000 dollars*
 - b) Part inscrite au budget des organismes, fonds et programmes des Nations Unies : 173 399 100 dollars*

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) pour les activités financées principalement au moyen du budget ordinaire : 49 162 000 dollars

- 34.39 La responsabilité opérationnelle du sous-programme 2 incombe à la Division des opérations régionales. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie décrite au programme 28 du plan-programme biennal pour la période 2018-2019. Par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux, la Division est chargée de coordonner les opérations de sécurité courantes menées par les bureaux extérieurs du Département de la sûreté et de la sécurité et le personnel hors Siège dans plus de 150 pays (soit quelque 660 périmètres déclarés zones de sécurité et aux caractéristiques distinctes), de prévenir les problèmes de sécurité sur le terrain, de se préparer à y faire face et d'intervenir lorsqu'ils se produisent, de mobiliser des ressources pour porter assistance sur le terrain, si nécessaire, aux responsables désignés, dans l'exercice de leurs fonctions, et de coordonner les activités de gestion de crise dans les situations d'urgence.
- 34.40 La Division est par ailleurs chargée de prêter un appui fonctionnel et analytique aux opérations hors Siège du Département. Elle se compose de divers groupes et services, parmi lesquels le Service de l'analyse des menaces et des risques. Celui-ci, créé en application des paragraphes 33 à 39 de la section XI de la résolution 59/276 de l'Assemblée générale, est la principale entité

chargée, pour l'ensemble des organismes des Nations Unies, de détecter les menaces qui pointent, de cerner les domaines de vulnérabilité et d'élaborer des stratégies et mesures d'atténuation des risques.

- 34.41 Les activités de l'Organisation en matière de sécurité sur le terrain sont régies par les principes, procédures et programmes définis en étroite collaboration avec le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité, que préside le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité. Le Réseau, qui regroupe les responsables chargés de la sécurité au sein de chaque organisme, examine les principes et procédures retenus et leur application, et il formule des recommandations à l'intention du Comité de haut niveau sur la gestion du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination.
- 34.42 La Division assure la coordination systématique des activités relatives à la sécurité avec les bureaux hors Siège et donne des directives opérationnelles au personnel des services de sécurité sur le terrain. Elle mobilise du personnel pour faire face aux besoins sur le terrain, apporte son concours aux responsables désignés en cas d'urgence, communique aux directeurs de programme ainsi qu'au Secrétaire général et à d'autres hauts fonctionnaires des informations à jour sur la sécurité et les risques qui surgissent, et apporte une aide importante en cas de crise, notamment de prise d'otages. Les fonctionnaires de la Division parcourent sans relâche les régions qui leur sont assignées pour y prêter assistance ou y effectuer des missions d'évaluation.

Tableau 34.21 **Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**

Objectif de l'Organisation : Le personnel des programmes des Nations Unies et du système des Nations Unies, le personnel associé et les personnes à leur charge font l'objet, s'il y a lieu, de mesures de sécurité appropriées leur permettant d'exercer leurs activités dans des conditions plus sûres

Réalizations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats			
			2018-2019	2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Amélioration des dispositions en matière de sûreté et de sécurité	i) Augmentation du pourcentage des évaluations des risques de sécurité approuvées par la Division des opérations régionales	Objectif	100	100	100	100
		Estimation		96	96	100
		Résultats effectifs			91	88
	ii) Augmentation du pourcentage de mesures de sécurité au domicile qui sont approuvées par la Division des opérations régionales ou par le Secrétaire général adjoint	Objectif	95	95	95	85
		Estimation		96	96	85
		Résultats effectifs			98	94
b) Meilleure préparation aux situations d'urgence et de crise, et amélioration de la capacité d'intervention en cas d'atteinte à la sécurité	i) Augmentation du pourcentage de plans de sécurité approuvés par la Division des opérations régionales	Objectif	95	95	95	90
		Estimation		80	80	90
		Résultats effectifs			71	68
	ii) Pourcentage de cas de déclenchement en temps voulu du système de gestion des crises et d'intervention en cas de crise	Objectif	100	100		
		Estimation		100		
		Résultats effectifs				
	iii) Déploiement rapide de renforts auprès de l'équipe de	Objectif	48			
		Estimation				

Réalizations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès	Mesure des résultats				
		2018-2019	2016-2017	2014-2015	2012-2013	
	coordination du dispositif de sécurité dans les pays frappés par une crise lorsque des besoins surviennent subitement en matière de sécurité ou en l'absence de personnel chargé de la sécurité [en nombre d'heures]	Résultats effectifs				

Facteurs externes

- 34.43 Le sous-programme 2 devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies :
- Le niveau de la menace ou de risque auquel sont actuellement exposés le personnel, les biens et les opérations des organismes des Nations Unies ne varie pas sensiblement;
 - Les ressources du sous-programme ne sont pas largement réaffectées par suite de situations d'urgence, telles que des catastrophes, des conflits militaires ou des attaques terroristes touchant le personnel de l'Organisation, ses biens ou ses opérations.

Produits

- 34.44 Les produits de l'exercice biennal 2018-2019 seront les suivants :

Tableau 34.22 **Produits par catégories**

Produits	Quantité
Autres activités de fond (budget ordinaire)	
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales	
1. Déplacements organisés pour prêter assistance aux responsables désignés pour les questions de sécurité et à ceux du système de gestion de la sécurité des Nations Unies dans des lieux d'affectation où le Département de la sûreté et de la sécurité ne dispose pas de personnel d'encadrement et pour lesquels le conseiller en chef pour la sécurité ou le conseiller pour les questions de sécurité compétent réside dans un autre lieu	218
Séminaires	
2. Ateliers portant sur la gestion des crises, les moyens de faire face aux crises, la gestion ou l'encadrement du dispositif de sécurité ou les pratiques exemplaires, à l'attention du personnel exerçant des fonctions essentielles au regard du système de gestion de la sécurité des Nations Unies (responsables désignés pour les questions de sécurité, conseillers en chef pour la sécurité ou encore conseillers pour les questions de sécurité)	6
Services d'appui administratif (budget ordinaire)	
Service de la sécurité et de la sûreté	
3. Déploiements de personnel du Service de sécurité pour faire face à une crise ou à une demande d'assistance ou de renfort formulée par des responsables désignés des questions de sécurité	100
4. Exploitation d'un centre de communications fonctionnant 24 heures sur 24 de manière à maintenir le contact avec tous les lieux d'affectation, permettre une remontée rapide de l'information et assurer des communications primordiales en cas de crise.	1
5. Examen des rapports adoptés concernant la gestion des risques de sécurité (nombre de rapports)	346

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
6. Examen des mesures agréées de sécurité applicables au domicile (nombre de rapports)	346
7. Examen des plans de sécurité agréés (nombre de rapports)	346
8. Examen des dispositifs et des procédures qui régissent, dans le pays où se trouve le lieu d'affectation, la sécurité incendie, la sécurité des véhicules et l'évacuation des locaux (nombre de rapports)	346

34.45 La répartition des ressources du budget ordinaire consacrées aux activités prévues dans le cadre du sous-programme 2 est indiquée dans le tableau 34.23 ci-après.

Tableau 34.23 **Ressources nécessaires (budget ordinaire) : sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain)**

	<i>Ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>		<i>Postes</i>	
	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019 (avant actualisation des coûts)</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>
A. Budget ordinaire ^a				
Autres objets de dépense	52 414,5	49 162,0	–	–
Total partiel	52 414,5	49 162,0	–	–
B. Quotes-parts hors budget ordinaire	6 243,9	6 288,7	13	13
Total	58 658,4	55 450,7	13	13

^a Y compris la part des dépenses cofinancées relatives à la coordination des dispositifs de sécurité sur le terrain et à l'assurance contre les actes de malveillance qui est à la charge du Secrétariat de l'ONU.

34.46 Le montant demandé au budget ordinaire (49 162 000 dollars) permettra de couvrir la part des dépenses cofinancées suivantes à la charge du Secrétariat de l'ONU : a) opérations de sécurité hors Siège cofinancées qui sont coordonnées par la Division des opérations régionales au Siège (48 202 900 dollars); b) assurance du personnel hors Siège contre les actes de malveillance (959 100 dollars). Il fait apparaître une diminution qui s'explique principalement par des ajustements apportés à la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU conformément aux arrangements relatifs au partage des dépenses. Pour l'exercice biennal 2018-2019, la part à la charge du Secrétariat s'établit à 22,4 % pour le système de gestion de la sécurité des Nations Unies et à 15,0 % pour l'assurance contre les actes de malveillance.

34.47 Les ressources provenant des quotes-parts hors budget ordinaire au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (6 288 700 dollars), qui font apparaître une augmentation de 44 800 dollars, viendront compléter le montant global inscrit au budget ordinaire. Cet appoint sera consacré aux activités cofinancées, de manière à limiter les risques et à assurer, dans toutes les opérations menées sur le terrain, l'application de principes, normes et procédures opérationnelles de qualité fondés sur les pratiques de référence en matière de sécurité.

34.48 La répartition des ressources consacrées aux activités cofinancées prévues dans le cadre du sous-programme 2 est indiquée dans le tableau 34.24.

Tableau 34.24 **Ressources nécessaires (activités cofinancées) : sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain)**

	<i>Ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>		<i>Postes</i>	
	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019 (avant actualisation des coûts)</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>
Montant global des ressources budgétaires ^a				
Postes	165 629.0	165 580.5	766	766
Autres objets de dépense	56 980.6	56 980.6	–	–
Total	222 609.6	222 561.1	766	766

^a La part des dépenses cofinancées au titre du sous-programme 2 qui est à la charge du Secrétariat de l'ONU est d'un montant estimatif de 52 414 500 dollars pour l'exercice 2016-2017 et d'un montant prévu de 49 162 000 dollars pour l'exercice 2018-2019.

- 34.49 Le montant global des ressources budgétaires (222 561 100 dollars), qui fait apparaître une diminution nette de 48 500 dollars, permettra de financer 766 postes permanents [1 D-2, 8 D-1, 25 P-5, 184 P-4, 106 P-3, 13 P-2, 1 G(1°C), 20 G(AC) et 408 AL] et d'autres objets de dépenses. Cette diminution s'explique par le transfert de postes entre les opérations sur le terrain et l'appui aux missions.
- 34.50 Le montant demandé au titre des objets de dépense autres que les postes (56 980 600 dollars) servira à financer des dépenses aux rubriques Autres dépenses de personnel, Voyages, Services contractuels, Frais généraux de fonctionnement, Fournitures et accessoires, et Mobilier et matériel.

Sous-programme 3 Appui aux bureaux extérieurs

Ressources nécessaires pour les activités cofinancées (montant global avant actualisation des coûts) : 13 953 800 dollars

- Dont :*
- a) *Part inscrite au budget ordinaire : 3 129 800 dollars*
 - b) *Part inscrite au budget des autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies : 10 824 000 dollars*

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) pour les activités financées principalement au moyen du budget ordinaire : 3 184 700 dollars

- 34.51 La responsabilité opérationnelle du sous-programme 3 incombe principalement au Service de l'appui aux bureaux extérieurs. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie décrite au programme 28 du plan-programme biennal pour la période 2018-2019. Le Service de l'appui aux bureaux extérieurs continuera de s'employer à créer des conditions propres à réduire au minimum le nombre d'atteintes à la sécurité et leurs incidences sur le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, par les moyens suivants : mise en place de normes et de directives concernant les programmes de formation en matière de sécurité; amplification et coordination de la formation à la sûreté et à la sécurité; prestation de services de soutien psychologique au personnel ayant subi un stress traumatique; diffusion de consignes relatives à la sécurité des voyages par avion; apport d'un appui d'ordre technologique, y compris en ce qui concerne la gestion des informations en matière de sécurité.

Facteurs externes

34.52 Le sous-programme 3 devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies :

- a) Le niveau des menaces et des risques auxquels sont actuellement exposés le personnel, les installations et les activités des Nations Unies ne varie pas sensiblement;
- b) Les ressources du sous-programme ne sont pas largement réaffectées par suite de situations d'urgence, telles que des catastrophes, des conflits militaires ou des attaques terroristes touchant le personnel de l'Organisation, ses biens ou ses opérations.

Produits

34.53 Les produits de l'exercice biennal 2018-2019 seront les suivants :

Tableau 34.26 **Produits par catégories**

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations (budget ordinaire)	
Services fonctionnels pour les réunions interorganisations	
<i>Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination</i>	
1. Présidence des réunions du groupe de travail sur la formation à la sécurité, qui relève du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité	2
2. Autres réunions, stages de formation ou ateliers du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité, destinés à faciliter l'élaboration de normes de sûreté et de sécurité et leur diffusion auprès de tous les organismes des Nations Unies	6
Services d'appui administratif (budget ordinaire)	
Gestion du stress traumatique	
3. Formation de conseillers des Nations Unies et de conseillers locaux indépendants aux procédures de gestion du stress traumatique résultant de situations de crise (nombre de conseillers)	200
4. Aide psychologique d'urgence au personnel des Nations Unies à la suite d'incidents traumatisants (nombre de fonctionnaires)	10 000
5. Supervision technique des conseillers des Nations Unies sur le terrain au moyen de réunions virtuelles ou d'entretiens individuels (nombre de réunions ou d'entretiens)	6 000
6. Consultations et conseils spécialisés concernant le bien-être psychosocial, destinés aux responsables sur le terrain et au Siège (nombre de responsables)	600
7. Séances d'information sur la gestion du stress et la marche à suivre en matière de stress traumatique, destinées aux responsables désignés pour les questions de sécurité (nombre de responsables)	20
Formation en matière de sécurité et perfectionnement des connaissances	
8. Formation de responsables désignés pour les questions de sécurité et de membres des équipes de coordination du dispositif de sécurité au moyen d'un cours en ligne obligatoire visant à perfectionner leur aptitude à formuler des recommandations éclairées sur les mesures d'atténuation des risques en matière de sécurité (nombre de stagiaires)	1 500
9. Formations en ligne (Sécurité de base sur le terrain et Cours de sécurité avancé sur le terrain) destinées au personnel des Nations Unies (nombre de fonctionnaires)	35 000
10. Formation à la sécurité et la sûreté en mission, destinée aux fonctionnaires des Nations Unies (nombre de fonctionnaires)	6 000
11. Examen et mise à jour des cours de formation obligatoire en matière de sécurité (nombre de cours)	4

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
12. Conception, élaboration et animation de cours de formation en matière de sécurité (nombre de cours) Gestion du risque lié au transport aérien	3
13. Formation à l'application des critères d'évaluation du respect des principes et procédures du système de gestion de la sécurité relatifs aux voyages par avion, à l'intention des coordonnateurs des transports aériens des organismes, fonds et programmes des Nations Unies (nombre de coordonnateurs)	113
14. Réponses aux questions relatives aux consignes en matière de voyages par avion et à l'évaluation des exploitants aériens	30 000

34.54 La répartition des ressources du budget ordinaire consacrées aux activités prévues dans le cadre du sous-programme 3 est indiquée dans le tableau 34.27.

Tableau 34.27 **Ressources nécessaires (budget ordinaire) : sous-programme 3 (Appui aux bureaux extérieurs)**

	<i>Ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>		<i>Postes</i>	
	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019 (avant actualisation des coûts)</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>
Budget ordinaire				
Postes	2 272,4	–	8	–
Autres objets de dépense ^a	3 609,5	3 184,7	–	–
Total partiel	5 881,9	3 184,7	8	–
Ressources extrabudgétaires	78,4	–	–	–
Total	5 960,3	3 184,7	8	–

^a Y compris la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU imputable au budget ordinaire, d'un montant estimatif de 3 344 600 dollars pour l'exercice biennal 2016-2017 et d'un montant prévu de 3 129 800 dollars pour l'exercice biennal 2018-2019.

4.55. Le montant demandé (3 184 700 dollars), qui fait apparaître une diminution nette de 2 697 200 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 2016-2017, servira à financer des objets de dépense autres que les postes nécessaires à l'exécution des activités prescrites. Cette diminution s'explique essentiellement par la proposition de transférer sept postes et d'autres objets de dépense au chapitre 29E (Bureau de l'informatique et des communications), à l'appui de la mise en œuvre de la stratégie Informatique et communications que l'Assemblée générale a approuvée dans ses résolutions 69/262 et 70/248. Elle tient aussi à la suppression d'un poste P-3 (spécialiste de la gestion de l'information), le Bureau entendant réaliser des gains d'efficacité en 2018-2019, ainsi qu'à des ajustements apportés à la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat de l'ONU imputable au budget ordinaire. La part à la charge du Secrétariat s'établit à 22,4 % pour l'exercice 2018-2019.

34.56 Le montant demandé au titre des objets de dépense autres que les postes (3 184 700 dollars) servira à financer des dépenses aux rubriques Frais généraux de fonctionnement, Mobilier et matériel et Subventions et contributions se rapportant à la part des dépenses cofinancées à la charge du Secrétariat imputable au budget ordinaire.

- 34.57 La répartition des ressources consacrées aux activités cofinancées prévues dans le cadre du sous-programme 3 est indiquée dans le tableau 34.28.

Tableau 34.28 **Ressources nécessaires (activités cofinancées) : sous-programme 3 (appui aux bureaux extérieurs)**

	<i>Ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>		<i>Postes</i>	
	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019 (avant actualisation des coûts)</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>
Montant global des ressources budgétaires nécessaires				
Postes	9 361,8	9 361,8	33	33
Autres objets de dépense	4 592,0	4 592,0	–	–
Total	13 953,8	13 953,8	33	33

- 34.58 Le montant global des ressources budgétaires prévues pour les activités cofinancées (13 953 800 dollars) permettra de reconduire 33 postes [1 D-1, 2 P-5, 12 P-4, 9 P-3, 1 G (1°C), 6 G(AC) et 2 AL)] et de financer d'autres objets de dépense nécessaires à l'exécution des activités prescrites.
- 34.59 Le montant demandé au titre des autres objets de dépense (4 592 000 dollars) permettra de financer des dépenses aux rubriques Voyages du personnel, Services contractuels, Frais généraux de fonctionnement et Mobilier et de matériel.

C. Appui au programme

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) pour les activités financées principalement au moyen du budget ordinaire : 6 979 500 dollars

- 34.60 Le Service administratif aide les organes fonctionnels à exécuter les activités de fond confiées au Département, prêtant à cet effet des services d'appui administratif et d'appui au programme dans les domaines de la gestion financière, de la gestion du personnel et de l'administration générale. Il aide le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité à élaborer le plan-programme biennal, à établir le budget-programme, à en suivre l'exécution et à en rendre compte, à gérer les ressources extrabudgétaires et à planifier, contrôler et coordonner la répartition des crédits demandés pour l'administration générale. Par ailleurs, le Service administratif prête assistance, appui et conseil en matière de ressources humaines aux directeurs de programme du Département, tant au Siège que sur le terrain, pour répondre à leurs besoins en effectifs et administrer le personnel dans le respect du Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies. Il se consulte de plus avec les bureaux extérieurs, les commissions régionales et le Programme des Nations Unies pour le développement pour ce qui est de l'attribution des postes relatifs à la sécurité et l'administration des agents du Service de sécurité, en vertu de différents arrangements administratifs et contractuels.
- 34.61 La répartition des ressources (budget ordinaire) pour l'appui au programme est indiquée dans le tableau 34.29.

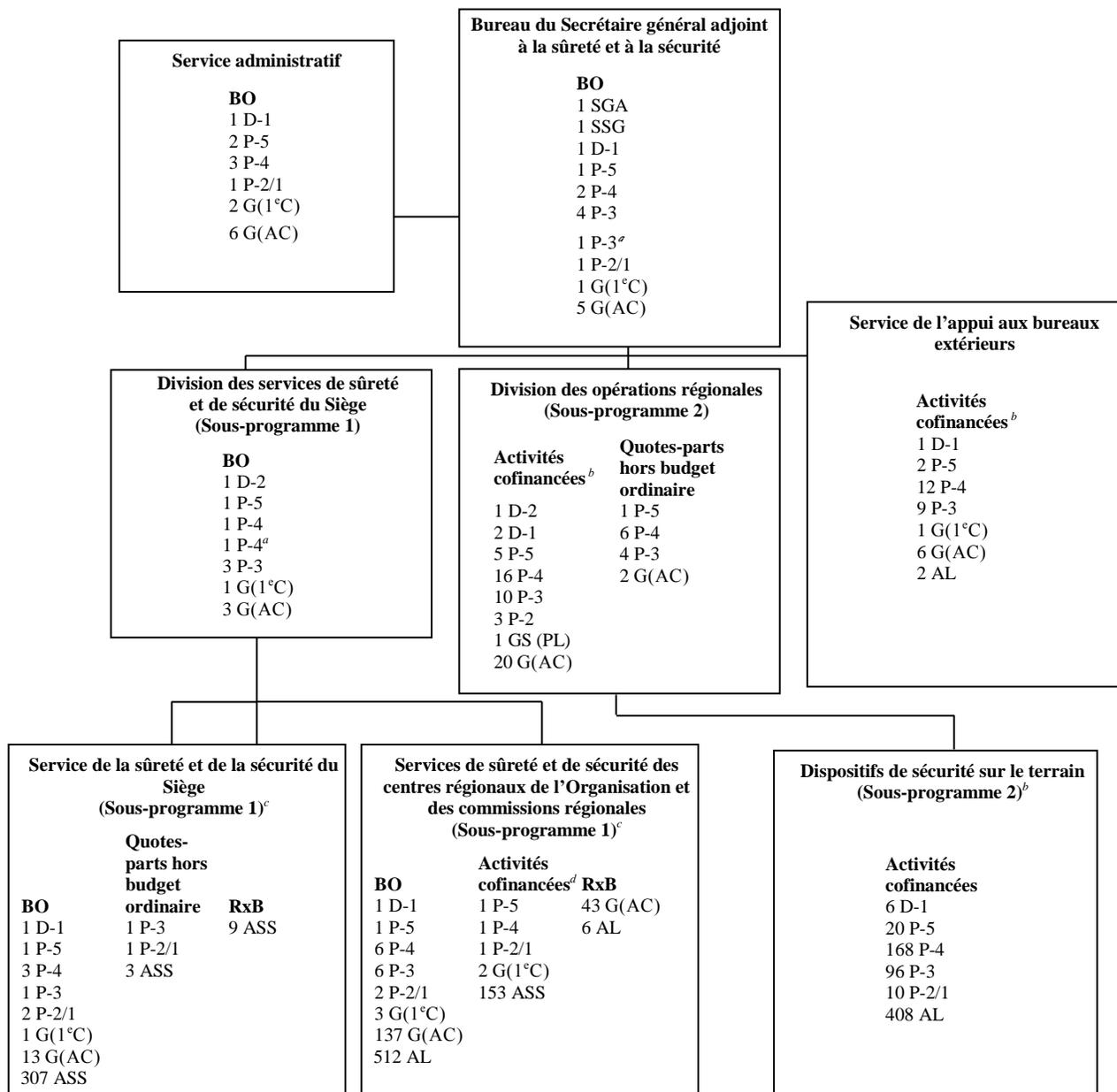
Tableau 34.29 Ressources nécessaires (budget ordinaire) : appui au programme

	<i>Ressources (en milliers de dollars É.-U.)</i>		<i>Postes</i>	
	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019 (avant actualisation des coûts)</i>	<i>2016-2017</i>	<i>2018-2019</i>
Budget ordinaire				
Postes	3 872,8	3 872,8	15	15
Autres objets de dépense	3 959,5	3 106,7	–	–
Total	7 832,3	6 979,5	15	15

- 34.62 Le montant demandé (6 979 500 dollars), qui fait apparaître une diminution de 852 800 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour 2016-2017, permettra de reconduire 15 postes [1 D-1, 2 P-5, 3 P-4, 1 P-2/1, 2 G (1°C) et 6 G (AC)] et de financer d'autres objets de dépense nécessaires à l'exécution des activités prescrites.
- 34.63 Le montant demandé au titre des objets de dépense autres que les postes (3 106 700 dollars) servira à financer des dépenses aux rubriques Autres dépenses de personnel, Voyages, Services contractuels, Frais généraux de fonctionnement, Fournitures et accessoires, et Mobilier et matériel. La réduction nette prévue à ce titre s'explique essentiellement par les gains d'efficacité que le Département entend réaliser en 2018-2019.

Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2018-2019



Abréviations : AL = agent local, ASS = agent du Service de sécurité, BO = budget ordinaire, G(AC) = agent des services généraux (Autres classes), G = agent des services généraux, G(1^{re}C) = agent des services généraux (1^{re} classe), RxB = ressources extrabudgétaires, SGA = secrétaire général adjoint, SSG = Sous-Secrétaire général.

^a Transfert.

^b Postes cofinancés par tous les organismes participant au système de gestion de la sécurité sur le terrain.

^c Y compris les services de sécurité et de sûreté d'autres centres régionaux de l'Organisation et des commissions régionales.

^d Postes cofinancés par toutes les organisations sises au Centre international de Vienne et dépendant du Service de la sécurité et de la sûreté de Vienne.

Annexe II

Produits de l'exercice 2016-2017 non reconduits en 2018-2019

<i>A/70/6 (Chap. 34), paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
34.29 a) ii)	Conseil de sécurité : services fonctionnels pour les réunions : réunions et/ou consultations (6)	6	Caduc
34.29 b) iii)	Mise en place et gestion d'un système centralisé de recrutement du personnel et d'organisation des carrières en vue d'assurer la sécurité et la sûreté du personnel		Achevé
34.62 m)	Organisation, à l'intention de certains membres du personnel, de cours élémentaires ou approfondis sur la gestion des situations de prise d'otages		Achevé
	Total	6	